



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 123 / 20 SEPT. 88

REFLEXION SUR L'AUTONOMIE

Cela fait un an que le statut d'autonomie de la Côte atlantique a été approuvé. Mais l'autonomie n'est pas la séparation.

LA PRODUCTION DE LAIT EN AUGMENTATION

La production de lait se remet un peu des problèmes qu'elle a connu dans le passé, grâce, entre autres, aux investissements effectués les années précédentes dans de grands projets laitiers. Par ailleurs, les prix au consommateur ont cessé d'être subventionnés.

LES MASCOTTES DE LA REVOLUTION

Le chemin parcouru en bientôt dix ans par l'Association des enfants sandinistes nous est conté par l'un de ses jeunes dirigeants.

CHATIMENT DIVIN OU LE MENTIR VRAI

Déjà bestseller en Espagne, le dernier roman de Sergio Ramirez, "Châtiment Divin", a fait l'événement. Paru sous forme de feuilleton dans le quotidien "El Nuevo Diario", il a réveillé la tempête à León où se passe cette histoire de mystère, de crime, de passion et d'adultère.

EL SALVADOR : DUARTE AU BORD DE LA DESTITUTION

Sur le point d'être retiré de ses fonctions pour cause de maladie, Duarte laisse un Parti démocrate chrétien divisé, qui ne croit pas lui-même à sa réélection en 89. C'est le parti de droite ARENA qui semble avoir toutes les chances de l'emporter.

PANAMA: ILS NE NOUS FERONT PAS COURBER L'ECHINE. UN ENTRETIEN AVEC M. SOLIS PALMA

Le président du Panama réaffirme la volonté de son gouvernement de ne pas céder au chantage des Etats-Unis.

EN BREF :

- REUNION GOUVERNEMENT / CONTRA : AUCUN ACCORD CONCRET
- NON AUX DOLLARS TACHES DE SANG
- CHEMIN DE CROIX DES MERES DES SEQUESTRES : LES PORTES RESTENT CLOSES
- GUATEMALA : HARCELEMENT DES TROUPES BRITANNIQUES ?

60P 11481

REFLEXION SUR L'AUTONOMIE

par Citlali Balcarcel.

Managua, (ANN). Le premier anniversaire de la promulgation du statut d'autonomie de la Côte atlantique nous engage à réfléchir sur sa signification et son importance, car on ne doit pas le voir comme un fait isolé et formel, mais comme un effort historique et concret pour développer et consolider l'Etat nicaraguayen.

Cela fait maintenant un an qu'est devenu loi le résultat d'un processus long et complexe, commencé en 1984, caractérisé par des consultations continues entre les organes de l'Etat nicaraguayen et les instances représentatives de la Côte atlantique, en contact permanent avec leurs bases sociales. C'est de cette façon qu'ont pu être pris en compte les besoins, les intérêts et les sentiments des différentes ethnies de la Côte.

Compte tenu de l'histoire du Nicaragua, l'octroi de l'autonomie à la Côte atlantique constitue un progrès significatif dans l'intégration nationale, et il ne s'agit aucunement d'un projet de type intégrationniste porteur d'oppression économique, politique, idéologique et culturelle. Pour bien comprendre ce processus, il faut préciser le concept d'autonomie, qui se prête aux multiples interprétations et manipulations de ceux dont l'objectif est de déformer son véritable contenu, comme les théoriciens du quart-mondisme.

Loin de l'interprétation malintentionnée de ceux qui, aux services des intérêts des Etats-Unis, ont posé la question de l'autonomie en terme de séparation, de démembrement territorial, d'indépendance et donc de rupture économique, politique, sociale et culturelle avec le reste du pays (ce qui ne ferait que porter préjudice aux populations et aux ressources de la Côte ainsi qu'au pays en général), le Nicaragua aujourd'hui met en oeuvre un projet de nature à profiter à la nation tout entière et en particulier à la Côte atlantique, qui pourra ainsi rattraper le retard que sa marginalisation historique lui a fait prendre.

L'objectif du processus d'autonomie est d'asseoir les bases d'une intégration harmonieuse et effective, de la coexistence entre les ethnies elles-mêmes et entre ces dernières et le reste de la population, de façon fonctionnelle et en respectant l'égalité dans la participation, conformément à la réalité existante.

Mais il s'agit également de conserver et de favoriser - tout en les respectant - l'épanouissement des manifestations socio-culturelles propres aux groupes de la Côte, que ce soit leurs traditions, leurs religions, leurs croyances ou leurs langues. Rappelons que la Côte atlantique, sur 56 % du territoire, regroupe 9,5 % de la population nicaraguayenne, soit environ 288'000 personnes (182'000 Métis, 27'000 Créoles, 70'000 Miskitos, 7'000 Sumus, 1'500 Garifonas, 700 Ramas). Dans certains cas, c'est un

véritable sauvetage qui est nécessaire: sur 700 Ramas, 23 seulement parlent leur langue, les autres utilisant l'anglais. Quant aux Garifonas, ils ont également perdu l'usage de leur langue au profit de l'anglais, sous l'influence de l'Eglise morave.

Toutes les ethnies de la Côte ont une histoire complexe. Les Miskitos sont originaires du nord de la région atlantique, mais une partie d'entre eux est mêlée d'Africains, d'Européens et d'Asiatiques. Les Créoles sont descendants d'Africains, d'Européens et dans une moindre mesure d'Amérindiens. Les Garifonas sont un mélange d'Africains et d'Indiens caraïbes venus des Petites Antilles. Les Métis, qui viennent de la Côte pacifique, ont émigré vers l'est petit à petit depuis 1894, date à laquelle le président José Zelaya a tenté la réincorporation de la Moskitia (territoire des Miskitos) au reste du pays, mais il s'agissait d'une intégration politique et non organique de l'Atlantique au Pacifique. Une deuxième vague d'émigration s'est produite dans les années cinquante, quand les paysans du Pacifique se sont vus dépossédés de leurs terres par l'expansion de la culture capitaliste du café et du coton.

Il est certain que les minorités ethniques de la Côte atlantique, comme celle du monde entier, n'ont aucune raison de rester immuables, comme le prétendent certaines positions romantiques. Toutes sont sujettes aux transformations liées à l'évolution de l'histoire et aux changements de la société en général. Dans le cadre de la démocratie participative qui existe au Nicaragua, l'autonomie rend désormais possible l'enrichissement culturel et économique qui fait partie du développement intégral du pays.

Maintenant, l'autonomie est mise en pratique sur la Côte avec la préparation des élections aux conseils régionaux (instances législatives des régions autonomes). Ce processus fera date en ce qui concerne la reconnaissance des droits spécifiques des minorités ethniques et la réponse qui a été apportée à leurs revendications par la création d'un Etat véritablement national, mais à caractère multi-ethnique, multi-linguistique et pluriculturel dans le cadre de l'unité démocratique du Nicaragua.

LA PRODUCTION DE LAIT EN AUGMENTATION

par Vilma Gutierrez

Managua, (ANN). 11,450 millions de litres de lait ont été achetés aux producteurs durant les six premiers mois de l'année par l'Entreprise nationale des industries laitières (ENILAC). Ce chiffre signifie une augmentation de 17 % par rapport à la même période de l'année dernière selon un rapport officiel.

Le directeur d'ENILAC, Francisco Guzman, explique que l'industrie laitière nicaraguayenne a dû affronter ces dernières années une série de problèmes qui ont provoqué la chute de la captation de lait et par conséquent de la production de produits laitiers.

C'est entre 1976 et 1984 que la baisse a été la plus forte, puisque la production a chuté de 31 % selon les données du ministère de l'agriculture. Traditionnellement, on drainait une quantité de lait plus importante que celle qui était nécessaire pour la production de lait pasteurisé. Selon les chiffres du ministère de l'agriculture, on a stocké, entre 1974 et 1978, 80,788 millions de litres de lait entier, dont seulement 44'820 litres ont été pasteurisés.

F. Guzman signale que cette situation a totalement changé au moment de la guerre de libération parce que beaucoup de troupeaux sont passés dans les pays voisins et que le cheptel a considérablement diminué. De plus, de nombreux producteurs de lait ont décidé de changer d'activité pour se consacrer à d'autres productions comme la viande, le riz ou le sorgho qui génèrent plus de profit et sont encouragés par des primes en dollars.

Le gouvernement, avec l'aide d'organismes internationaux, comme le programme alimentaire mondial de l'ONU, et de pays amis, a décidé de réagir et a investi depuis plusieurs années dans des projets de production laitière. En août dernier, le programme alimentaire mondial a approuvé un financement supplémentaire de 17 millions de dollars pour ce secteur, ce qui porte à 66 millions de dollars le montant de son aide.

Le ministre de l'agriculture, Jaime Wheelock, a souligné l'importance de cette assistance, qui prouve la confiance de cet organisme envers notre pays. Les principaux projets de production laitière sont ceux de Chiltepe (Région III), de Camoapa-Boaco (Région V), de León-La Paz Centro (Région II) et de Muy-Muy-Matiguás (Région VI).

Jusqu'en 1987, 70 % du lait était destiné à la production de dérivés et 30 % à celle de lait pasteurisé. Actuellement, la proportion est inversée de façon à satisfaire la demande, car cette année le gouvernement ne va plus importer lait en poudre pour compléter la production de lait pasteurisé. Selon F. Guzman, cette année la demande a baissé de 40 % et le stockage s'est accru, c'est-à-dire

que le lait vendu contient désormais davantage de lait pur. Cette chute s'explique surtout par la libération du prix du lait qui, jusqu'en 1986, a été subventionné par l'Etat et ensuite par les entreprises elles-mêmes qui se rattrapaient par des hausses du prix des produits laitiers. Maintenant nous avons attribué au lait son prix réel pour arrêter de sacrifier les dérivés et de les vendre à des prix plus raisonnables. Cependant, avec la hausse de 26 à 50 cordobas le litre (de 14 à 27 centimes de dollar au change officiel) nous perdons de l'argent car elle a été décidée avant les derniers ajustements économiques.

Rappelons que les mesures annoncées le 30 août ont fixé le change officiel du dollar à 180 pour un, ont relevé le prix de l'essence de plus de 122 % et les salaires des fonctionnaires et des ouvriers agricoles de 140 %. C'est pourquoi, selon F. Guzman, il faut s'attendre à une nouvelle hausse du prix du lait et des produits dérivés.

Compte tenu que le second trimestre, qui correspond en grande partie à la saison des pluies, est meilleur que le premier pour la production laitière, ENILAC se propose cette année de drainer 32,648 millions de litres, ce qui représente un accroissement de 4,481 millions (soit 16 %) par rapport à l'an dernier.

LES MASCOTTES DE LA REVOLUTION

par Felipe Jaime

Managua, septembre (ANN). Ce n'est que depuis le 17 août 1979 qu'existe au Nicaragua un mouvement organisé qui regroupe maintenant plus de 450'000 enfants. L'amour de la patrie, la conscience d'être un membre à part entière de la société, l'assurance de leur bonheur présent et futur et l'importance de leur réussite scolaire, sont quelques-unes des valeurs dont ils s'y imprègnent.

L'ANS ne s'est pas constituée sur décision du Front sandiniste, mais elle est le fruit de la volonté d'un groupe d'enfants organisés de Chinandega, ville située à 120 km au nord-ouest de Managua, qui ont exigé de fonder leur propre mouvement. "L'ANS répond aux besoins de l'enfant. Nous ne sommes pas un parti, nous n'avons pas de membres et nous ne cherchons pas à faire adhérer les enfants au Front sandiniste. Nous leur demandons seulement d'aimer la patrie et la révolution, et ensuite, lorsqu'ils seront plus grands, ils pourront faire leur choix politique", explique le jeune dirigeant du mouvement.

"Pour nous les débuts ont été difficiles. La première chose à faire était de connaître les expériences d'autres pays en matière d'association enfantine, et peu à peu, au fil du temps, nous avons tracé les grandes lignes de l'ANS, en tenant compte de deux aspects essentiels: tout d'abord, les caractéristiques de la réalité nicaraguayenne, de la population, de sa culture, et ensuite les particularités

propres aux enfants de ce pays, leur développement et leurs problèmes. Cependant l'ANS a dû changer trois fois de conception. Mais nous pensons que la conception actuelle est plus en accord avec notre réalité".

A la question de savoir de quoi a besoin un enfant pour être heureux, le dirigeant répond il faut lui donner l'éducation, la santé, le sport et la culture. Et il ajoute que le Nicaragua n'offre pas encore les conditions économiques nécessaires, mais que cela n'a pas pour autant constitué un obstacle. Nous avons réussi à améliorer les rendements scolaires et à promouvoir les loisirs, en accord avec notre réalité. Nous avons organisé huit festivals nationaux, auxquels ont participé plus de 300'000 enfants, ainsi que des concours de poésie, de peinture, de contes et des compétitions sportives dans presque tous les centres scolaires du pays.

L'ANS est représentée dans toutes les écoles du Nicaragua et jouit du soutien de 100'000 instituteurs, qui ont reçu le nom de "tayacanes" (guides) et consacrent bénévolement une partie de leur temps de loisir à aider l'association à organiser ses activités. L'ANS est divisée en plusieurs catégories: les enfants de la maternelle s'appellent les mascottes. On les reconnaît à leur foulard bleu et leur emblème est "Panchito", en mémoire du commandant German Pomares, tué au combat pour la libération de la patrie, dont le premier pseudonyme était Pancho. Les enfants de l'école primaire portent un foulard bleu et blanc, aux couleurs du drapeau nicaraguayen, et on les appelle les "Carlitos", en souvenir de Carlos Fonseca, fondateur du Front sandiniste de libération nationale. Quant aux enfants âgés de plus de neuf ans, ils ont reçu le nom de "explorateurs" et portent le foulard rouge et noir, couleurs du drapeau du FSLN.

Il n'y a pas de promotions dans l'association. La participation est totalement volontaire. L'important c'est que l'enfant puisse s'identifier aux symboles de la nation et se former comme patriote. L'ANS s'occupe également des orphelins de guerre qui sont plus de 15'000. "Jusqu'à présent" poursuit A. Delgado, "nous en avons fait venir à Managua près de 2000. Ils ont eu ainsi l'occasion de participer à des activités culturelles et d'avoir des loisirs. Mais l'ANS s'occupe aussi des enfants des contre-révolutionnaires, car ce n'est pas de la faute de l'enfant si son père est Contra. L'ANS n'est pas seulement pour les Sandinistes."

En ce qui concerne les relations internationales de l'ANS, A. Delgado signale qu'un programme intitulé entre amis a été mis en oeuvre récemment aux Etats-Unis. Il permettra de jumeler des écoles des deux pays afin que tous les enfants échangent des informations, des dessins, des cartes postales et leurs expériences respectives. Il est prévu également d'organiser des camps de vacances. L'association a développé aussi des relations avec des organisations d'Allemagne Fédérale, d'Autriche, d'Espagne, de Belgique, du Danemark, de Finlande, d'Angle-

terre, d'Italie, de France, et avec tous les pays socialistes. L'ANS est membre de la présidence du Comité international des mouvements de l'enfance et de l'adolescence, et elle a été acceptée comme membre associé du Mouvement international Faucons pour l'éducation socialiste. Nous avons des relations avec des organismes pour l'enfance de diverses tendances idéologiques, car nous pensons que l'enfant n'est pas en mesure de se comporter comme un être politique. Ce qui le caractérise, c'est la joie de vivre.

A preuve de la solidarité et du respect que le Nicaragua a conquis au cours de neuf années de révolution, le fait que prochainement le pays sera le siège de la réunion de la présidence du Comité international des mouvements de l'enfance et de l'adolescence, qui regroupe 120 organismes de plus de 80 pays.

CHATIMENT DIVIN OU LE MENTIR VRAI

par Arqueles Morales.

Managua, (ANN). Sergio Ramírez, vice-président de la République mais aussi écrivain, a présenté le 3 septembre à León son dernier roman "Châtiment Divin". Le livre a soulevé une ardente polémique dans cette ville, bien que les faits qu'il rapporte remontent aux années trente.

C'est à León en effet qu'a eu lieu l'affaire Oliverio Castañeda, sujet du roman de S. Ramirez. Cet avocat guatémaltèque avait été accusé d'avoir empoisonné trois personnes, sans qu'on ait pu toutefois établir avec certitude sa culpabilité. Son procès avait défrayé la chronique, car les victimes appartenaient à la vieille aristocratie de la ville. Le juge avait refusé de lui appliquer la peine de mort, à cause de ses convictions religieuses. Mais à la suite d'une tentative d'évasion dont les circonstances sont demeurées obscures, le dictateur Somoza García avait demandé qu'on lui applique la tristement célèbre loi de fuite et Castañeda avait été exécuté.

La rencontre, organisée à León à l'occasion de la publication de "Châtiment Divin" par la maison d'Édition Nueva Nicaragua, s'est déroulée dans un lieu hautement symbolique, comme la fait remarquer Sergio Ramírez. Il s'agit en effet de la salle où Oliverio Castañeda a été jugé, qui est aussi celle où, en 1956, Rigoberto López Pérez a fait justice à Somoza García, le même qui avait ordonné la mort de Castañeda. Enfin c'est aujourd'hui le local de la Centrale sandiniste des travailleurs. L'échange avec le public a été un événement de plus. Des habitants de León, qui ont connu Castañeda, ont plaidé chacun pour sa version du personnage. Sombre crapule ou gentleman charmeur et innocente victime ? Certains ont inmanquablement fait remarquer à l'auteur que tel épisode ne s'est pas déroulé comme il le raconte dans son roman, ou bien que tel personnage n'a pas eu le rôle qui lui est

attribué. C'est que, comme l'a dit le poète Fernando Silva, faisant écho aux réflexions de Louis Aragon sur le mentir vrai de la littérature, "ce qui est romancé, c'est la vérité, bien que le roman ne soit pas vérité".

Entre un conseil des ministres et une réunion sur les problèmes délicats de l'économie, Sergio Ramirez nous a parlé de son livre, dédié aux combattants de tous les fronts de la défense de la patrie sans lesquels il n'aurait pas vu le jour et dont les droits d'auteur des éditions présentes et futures sont offerts au fonds pour les victimes de la guerre.

Arqueles Morales: Saviez-vous depuis le début que le thème de "Châtiment Divin" allait jeter tant de trouble dans le pays ?

Sergio Ramirez: Quand j'ai choisi ce sujet, je soupçonnais, parce que l'événement est resté gravé dans la mémoire collective des Nicaraguayens, que la trame en était non seulement passionnelle mais passionnante. Je sentais que mon livre allait provoquer ce genre de réactions, car il touche un point sensible. L'affaire Castañeda a été un scandale, non seulement parce qu'il s'agit d'une série de crimes, mais aussi à cause du contexte politique et social dans lequel ils ont eu lieu et parce que les victimes appartenaient à une des familles les plus traditionnelles de León. En plus, s'entrelaçaient des amours secrètes, des trahisons et des adultères, le tout sur fond de tartuferie. L'affaire a bousculé la tranquillité provinciale de la ville. De fait, comme vous pouvez le constater, il y a encore des clans, d'un côté les gens qui absolvent Castañeda et de l'autre ceux qui défendent la famille offensée.

A.M.: Il y a deux ans, dans une entrevue, vous m'avez dit qu'il s'agissait d'une sorte de roman à mystère. Mais la polémique actuelle a un côté politique accentué. N'est-ce pas comparable à ce qui est arrivé à R. Chandler ou R. MacDonald, qui ont voulu faire des romans noirs et ont brossé en fait le tableau d'une société, avec toutes ses implications ? "Châtiment Divin" est-il où non un roman politique ?

S.R.: C'est une conséquence, ce n'était pas un objectif. C'est parce que l'événement s'inscrit dans un contexte déterminé, à une époque donnée du XXème siècle au Nicaragua, au moment où le pays était occupé par les Etats-Unis, où la dictature somoziste et la Garde nationale étaient en germe. Tel était l'environnement, le cadre de l'histoire, bien que ce n'ait pas été mon propos. J'ai fait une exploration culturelle de l'époque. C'est pourquoi plusieurs lectures du roman sont possibles.

A.M.: C'est à cela que je me référais. On peut faire une lecture judiciaire proprement dite. Le côté enquêté donne au roman une tournure policière, mais il y a aussi la peinture de moeurs qui reflète l'époque et ce que vous appelez l'environnement. Comment définissez-vous votre roman ?

S.R. : Dans tous ces plans différents, le style judiciaire est un procédé, le style journalistique en est un autre. Il faut prendre en compte que le roman est une grande falsification de tout. J'ai étudié à fond le procès de Castañeda. J'ai repris le style et la prose judiciaires de l'époque. Puis, après avoir examiné le document du procès, ce qui représente deux mille feuillets utiles, comme disent les avocats, je l'ai refermé, je l'ai oublié et j'ai commencé un travail de reconstruction en me fondant sur la chronologie réelle des faits, sur les divers témoignages et les preuves, mais en les utilisant pour élaborer ce qu'est le livre: un roman, une oeuvre de fiction, une invention.

A.M. : Voulez-vous dire que les témoignages qui sont rapportés dans le livre font partie de ce que vous appelez une grande falsification ?

S.R. : Comme je vous l'expliquais c'est dans le dossier juridique du procès que j'ai trouvé le style, de même que dans les journaux, pour faire un livre de fiction. Ma grande ambition, c'est que le lecteur pense que tout est vrai, que les références concrètes aux dates, aux lieux (que j'ai respectées dans une certaine mesure) sont absolument véridiques. Cela m'a permis d'utiliser des noms de personnages réels, mais en modifiant parfois leur rôle dans le procès. Par exemple, j'attribue au docteur Salmerón une importance qu'il n'a pas eu en réalité, car c'est à travers lui que je donne les conclusions légales auxquelles je suis arrivé après avoir enquêté et étudié le procès.

A.M. : C'est-à-dire qu'à partir de la réalité vous avez créé une fiction et à partir de cette fiction est apparue une nouvelle réalité....

S.R. : Je me souviendrai toujours de l'impression que j'ai eu, adolescent, à la lecture de "La Voragine" (roman du Vénézuélien José Eustacio Rivera): c'est une aventure dans la jungle qui, grâce à la présentation, au début, de télégrammes, de lettres et de documents, semble être le résultat d'une enquête. Le livre d'Umberto Eco "Le nom de la Rose", se présente aussi comme un document trouvé dans un monastère. Il s'agit de procédés littéraires, qu'il n'y a pas de raisons de rejeter dans certains cas.

A.M. : Que signifie pour vous le fait que, alors que le temps a passé depuis les événements rapportés et bien que ce soit une oeuvre de fiction, la publication par livraisons quotidiennes dans le "Nuevo Diario" ait provoqué la réaction de tant de gens ?

S.R. : Cette publication m'a semblée utile. Un livre de fiction, un roman, doit être mis à l'épreuve du public. Je suis très satisfait, parce que c'est le premier de mes liv-

res, après tant d'années passées à écrire, qui est réellement arrivé jusqu'à des lecteurs qui n'aiment pas normalement lire de la littérature. Ce mode de publication, à la manière des feuilletons du XIX^{ème} siècle, a permis que mon livre atteigne des gens qui ne l'ont pas lu comme une oeuvre littéraire, au sens étroit du terme, mais pour le plaisir d'avoir, à chaque livraison, la surprise de ce qui va écrire la surprise de ce qui allait. Cela me semble être de nature à combler l'ambition d'un écrivain qui veut toucher un public qui ne lit pas les oeuvres littéraires.

A.M. : Le personnage principal, Oliverio Castañeda, continue à être très controversé, tout comme au temps de son procès. Était-il coupable ?

S.R. : Dans le roman je me garde avec soin d'être juge et partie. Je présente à travers son procès un homme contradictoire et polémique. Je le dessine en me servant des journaux de l'époque, des lettres auxquelles j'ai eu accès, pour montrer les contradictions d'un jeune homme de 27 ans, qui est un vrai personnage de roman.

Quand je dis que les conclusions du docteur Salmerón sont les miennes, c'est parce que si j'avais été avocat à ce moment-là, j'aurais eu de fortes présomptions de la culpabilité de Castañeda. Les avocats de l'époque ont essayé de prouver qu'il était coupable en utilisant des arguments facilement réfutables par Castañeda, qui était très intelligent. De toute façon, je crois qu'il était condamné à mort dès le début. Tout un secteur des plus hautes classes sociales de León était très lié à Somoza, et coupable ou non, il avait peu de chances de s'en sortir pour la simple raison qu'il avait violé par sa vie amoureuse l'enceinte sacrée de León. Je ne voudrais pas être schématique, mais pourtant on peut se rendre compte que ce procès a ouvert une sorte de lutte des classes dans la ville. C'étaient les cochers, les vendeuses du marché, les barbiers, les marchandes ambulantes qui soutenaient et applaudissaient Castañeda.

A.M. : J'aimerais que nous parlions davantage de la méthode utilisée pour élaborer ce roman.

S.R. : J'ai déjà parlé de la lecture minutieuse du procès, de la presse, des lettres et des documents. J'ai établi une chronologie très exacte jour après jour, et même heure par heure. Puis j'ai fait l'inventaire des personnages possibles, pour pouvoir les faire évoluer, se croiser selon ma volonté. Ensuite j'ai comprimé le temps du procès. C'était un travail difficile puisqu'il a duré trois ans et que je l'ai réduit à trois mois, faisant abstraction de l'existence du jury, parce que cela me paraissait un procédé trop commode. Je me suis documenté sur la toxicologie, en particulier sur la strichnine, si bien que dans le roman toutes les mesures, toutes les doses de poison dont il est question peuvent être vérifiées par un pharmacologue.

A.M. : Pensez-vous que "Châtiment Divin" soit votre oeuvre la plus achevée ?

S.R. : Je pense que c'est mon livre le plus professionnel. Il est le résultat d'un travail très appliqué, pour lequel j'ai mis en oeuvre toute l'expérience que j'ai accumulée au fil du temps. Je pense que mon prochain roman sera évidemment meilleur que "Châtiment Divin".

A.M. : Avant d'être vice-président, étiez-vous écrivain à temps complet ?

S.R. : Non, je n'ai jamais été écrivain à temps complet, sauf entre 1973 et 1975, à Berlin, quand j'écrivais "Te dió miedo la sangre?" (Le sang t'as fait peur?). Mes autres livres ont été écrits dans les mêmes conditions que le dernier, c'est-à-dire au milieu de l'agitation et du travail, peut-être avec un peu moins de pressions et de responsabilités. Par exemple, quand j'étais au Costa Rica, au Conseil centraméricain des universités, j'avais très peu de temps et j'ai dû suivre une discipline très rigoureuse pour consacrer quelques heures à l'écriture. Pour "Châtiment Divin", c'était pire à cause de mes obligations et parce que c'est une oeuvre plus ambitieuse, plus complexe. Je dirais que tout est possible si l'on s'impose une discipline. Pour écrire dans les circonstances que nous connaissons en ce moment, il n'y a pas d'autre moyen que de trouver un peu de temps et de le défendre.

EL SALVADOR : DUARTE AU BORD DE LA DESTITUTION

par Arqueles Morales

San Salvador, septembre (ANN). Plusieurs députés de l'opposition, mais aussi certains appartenant au Parti du gouvernement, envisagent la possibilité que le président Duarte soit déclaré inapte pour cause de maladie par le Congrès, retiré de ses fonctions et remplacé par le vice-président Rodolfo Castillo Claramount qui garderait le pouvoir jusqu'aux élections prévues pour l'année prochaine.

A 62 ans, Duarte, qui souffre d'un cancer, n'est pas en mesure de présider aux destinées de la nation et de prendre des décisions de la plus haute importance dont le pays a besoin d'urgence, selon les déclarations d'un porte-parole du parti d'opposition Alliance républicaine nationaliste (ARENA), qui a toutefois évité de préciser de quelles décisions il s'agissait.

Le président Duarte, qui dirige le premier gouvernement civil après une longue succession de régimes militaires, est apparu pour la dernière fois sur une photographie récente en compagnie de Morris Busby. Ce dernier, envoyé spécial de Ronald Reagan en Amérique centrale, mène une campagne pour tenter d'obtenir un consensus sur la mise en oeuvre d'une politique plus agressive contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua.

Lors du débat national qui, à l'initiative de la haute hiérarchie catholique, s'est déroulé les 4 et 5 septembre derniers et a réuni environ 200 organisations de travailleurs, d'étudiants, de paysans, d'enseignants, de femmes, de cadres et de techniciens de différentes branches ainsi que des représentants de partis politiques, le président a été accusé d'avoir fait obstacle à un dialogue viable avec la guérilla du FMLN, cédant aux pressions des Etats-Unis et des Forces armées. Ces dernières, précisons-le, ont refusé de participer à ce forum dont l'importance a porté l'Eglise catholique sur le devant de la scène politique. Cependant ARENA, à cause du retentissement du débat et bien que n'y ayant pas participé non plus, a pris des positions plutôt modérées à l'égard du contenu des propositions qui en ont émané.

La possibilité du retrait de Duarte de la présidence se présente à un moment où son parti traverse l'une des pires crises de son histoire. En effet, la Démocratie chrétienne, affaiblie par les divisions internes, laisse prévoir une défaite totale aux élections de 89. A titre d'exemple: sur 22 députés, 18 sont dissidents. S'étant prononcés contre la ligne officielle qui appuie la candidature du duarviste Fidel Chavez Mena, ancien ministre des Affaires étrangères et ancien ministre du plan, ils soutiennent Adolfo Rey Prendes, ancien maire de San Salvador. Menant l'affaire jusque devant le tribunal électoral, les dissidents ont allégué que Duarte et Chavez Mena ont manipulé un Congrès du parti à l'issue duquel ce dernier a été proposé comme candidat officiel de la Démocratie chrétienne, sans tenir compte de l'avis de la majorité.

Sans parler des problèmes internes des Démocrates chrétiens, et même s'ils arrivaient à recupérer leur unité, il n'y a pas un seul homme politique sérieux qui pense qu'ils ont une chance de remporter les élections en 1989. Car, au cours de son mandat, Duarte n'a tenu aucune des promesses qu'il avait faites pendant sa campagne électorale: il n'est pas parvenu à mettre fin à la guerre, ni à améliorer la situation économique, ni à concerter la paix sociale. Il n'a pas non plus fait la réforme agraire ni institué un nouveau code du travail. ARENA, par ailleurs, semble bien plus cohérent. S'étant assuré le soutien tacite des militaires de haut rang et l'appui public des Chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture et d'élevage, ce parti propose de continuer la guerre jusqu'à extermination totale des guérilleros et d'imposer une politique économique d'austerité en empêchant le désordre promu par les travailleurs à qui Duarte a laissé trop d'espace. Se fondant sur l'analyse des résultats des dernières élections parlementaires, les experts politiques prévoient un fort pourcentage d'abstentions au scrutin de 1989 et pensent que c'est le candidat d'ARENA qui a le plus de chances de l'emporter.

Le Parti de Conciliation nationale est le troisième en lice. Pendant deux décennies, il a été le support politique des régimes militaires. Il tente à présent de vendre une autre image, celle d'un parti centriste, mais ce sont les

mêmes personnages qu'avant et la mémoire collective les associe aux gouvernements dictatoriaux. Ils ont remporté si peu de voix aux dernières élections qu'ils n'ont pu obtenir que 6 sièges au Congrès.

Le quotidien "Le Monde" estime que, si Duarte est finalement destitué et remplacé par le vice-président, en réalité, ce n'est pas R. Castillo Claramount qui gouvernera, mais ARENA, anticipant ainsi son accession au pouvoir grâce à sa majorité au parlement et à son influence grandissante auprès des dissidents de la Démocratie chrétienne.

PANAMA: ILS NE NOUS FERONT PAS COURBER L'ECHINE / ENTRETIEN AVEC M. SOLIS PALMA

par Arnulfo Vargas

Panama, septembre (ANN). Mince, le regard vif, sobre en paroles, le président de la République du Panama, Manuel Solis Palma, affirme: "Par aucun moyen, que ce soit par le pouvoir de l'argent ou par celui des armes, ils ne parviendront à nous faire plier. Nous ne sommes pas nés pour être leurs esclaves."

Il parle évidemment du conflit qui oppose, depuis plus d'un an mais plus fortement pendant ces derniers mois, le Panama à l'Administration de Ronald Reagan, qui non seulement se refuse à reconnaître la constitutionnalité du gouvernement de M. Solis, mais encore continue à reconnaître celui d'Erick Arturo Delvalle, destitué, comme l'autorise la constitution, par l'Assemblée législative. Il est difficile de trouver un autre exemple, hormis celui de Cuba soumis à un blocus total et celui du Nicaragua victime de la guerre d'agression, où la plus grande puissance du monde s'acharne tant contre un petit pays, dépendant et sous-développé, dont le seul crime est d'essayer de trouver sa propre voie. C'est-à-dire, comme le dirait le général Omar Torrijos, de remédier à ses maux avec ses propres médicaments.

Analysant les facteurs qui ont amené les Etats-Unis à des positions si virulentes, le président explique: ils nous taxent de désobéissants parce que nous n'exigeons pas le retrait du général Noriega, commandant en chef constitutionnel des forces de défense, garantes de la souveraineté nationale et des progrès, parfois lents mais réels, d'un processus renouvateur par lequel nous nous efforçons de corriger les erreurs commises. C'est comme si nous étions leurs vassaux et non un pays souverain qui a tous les droits de décider de sa politique intérieure ou étrangère.

La politique étrangère est très importante, car la haine que Noriega leur inspire n'a rien à voir avec la drogue (accusations que par ailleurs, ils n'ont jamais pu prouver) mais plutôt avec son refus de se prêter, avec l'institution militaire, à une aventure armée contre les Sandinistes.

S'agit-il seulement de désaccords conjoncturels qui ne tiennent pas compte d'un processus historique plus profond? Bien sûr que non. Au fond, il s'agit de leur permanence dans les bases militaires qu'ils occupent de manière illégale dans ce qu'on appelle la zone du canal, lesquelles, d'après les traités en vigueur et qu'ils violent tous les jours, devraient disparaître en décembre 1999. Carter a signé les traités, convaincu du fait que s'il ne réglait pas ce problème par la voie diplomatique, Torrijos se déciderait pour la lutte armée populaire qui commencerait par la destruction de la voie inter-océanique. Le défunt général disait qu'elle était aussi vulnérable qu'un nouveau-né. Carter a agi selon les intérêts de son pays et de l'empire, car il a préservé la voie, au risque de perdre des privilèges mais avec l'assurance que le canal continuerait d'exister dûment surveillé par nous, les Panaméens, qui en sommes les véritables propriétaires.

Puis, Reagan est arrivé. Torrijos, qui était encore vivant, a dit qu'il fallait à nouveau piquer des éperons ce qui, dans son langage image, voulait dire qu'il fallait reprendre le combat. Et il ne s'est pas trompé. Solis Palma continue: "Pourquoi veulent-ils nous faire mourir de faim? Pour que nous leur laissions le canal et leurs bases? Pour qu'ils y concentrent leurs porte-avions leurs hélicoptères, leurs bombardiers et autre matériel militaire? Pour que nous leur disions: le pays entier est à vous?"

Une manifestation de fonctionnaires vient de passer devant le palais, exigeant le paiement complet du treizième mois (conquête consignée dans le code du travail) qui n'a pas pu être payé. "Et voilà: les employés ont raison, ils ont des enfants, des obligations. Mais nous, nous n'avons pas d'argent pour les payer parce que, outre que Reagan a gelé les fonds panaméens aux Etats-Unis, les institutions de crédit que Washington contrôle nous refusent toute aide. C'est une guerre non déclarée."

Parmi les manifestants, l'ambiance était paradoxale: ils exigeaient le paiement mais en même temps comme ils sont organisés dans la Fédération des travailleurs de l'Etat, ils comprennent que les problèmes viennent d'ailleurs. C'est pour cela que M. Solis met l'accent sur la décision qu'il a prise de réduire les salaires de ministres, vice-ministres et hauts fonctionnaires, d'éliminer les frais de représentation et de diminuer le salaire des hauts officiers des forces de défense.

"On ne peut contrôler la situation que si l'on répartit proportionnellement le quota de sacrifice. C'est-à-dire si on le partage, parce qu'il est injuste que le concierge d'un ministère ne perçoive pas son treizième mois, alors que le ministre reçoit des indemnités pour dîner dans un restaurant de luxe. Je le répète, nous sommes en guerre. Pour l'instant, il s'agit d'une guerre froide, mais la situation peut s'échauffer d'un moment à l'autre. Nous sommes prêts. Nous résisterons. Les Etats-Unis n'ont pas encore compris que les petits pays et les peuples peu nom-

breux grandissent quand on essaie de les soumettre par la force. C'est notre cas. Nous ne courberons pas l'échine."

EN BREF :

REUNION GOUVERNEMENT / CONTRA : AUCUN ACCORD CONCRET

Managua,(ANN). Des représentants du gouvernement nicaraguayen et de la Contra se sont rencontrés le 19 septembre au Guatemala dans le but d'établir un accord qui permette la réouverture des négociations au plus haut niveau sur un cessez-le-feu définitif, interrompues depuis le 9 juin dernier.

Les délégations ne sont parvenues à aucun accord. Cependant, Victor Tinoco, vice-ministre des Relations extérieures, qui conduisait la délégation du gouvernement, a déclaré que la réunion avait été utile. La Contra n'a pas rejeté l'idée de décréter une trêve provisoire, qui répondrait à la trêve unilatérale que le gouvernement renouvelle chaque mois depuis la fin du cessez-le-feu bilatéral de 60 jours décidé lors des accords de Sapoá le 23 mars dernier. De même, la question des fonctions de la Commission de vérification de ces accords a pu être abordée comme le souhaitaient les représentants du gouvernement. La Contra a proposé de renouer les négociations les 26, 27 et 28 septembre, mais la pierre d'achoppement est le lieu. Tandis que le gouvernement nicaraguayen souhaite qu'elles se déroulent à Managua, où existent toutes les conditions de sécurité, les représentants des forces irrégulières ont posé comme condition qu'elles se fassent au Guatemala, au Costa Rica ou dans la République dominicaine.

V. Tinoco, dans une conférence de presse qui a précédé la rencontre, avait déclaré: "Nous espérons que ce sera une réunion sérieuse et non une manœuvre destinée à influencer le Congrès étatsunien qui doit se prononcer prochainement sur une aide militaire."

De son côté, le président Ortega, prenant la parole devant l'assemblée des jeunes de la conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine, qui s'est tenue à Managua les 18 et 19 septembre, a expliqué que la proposition de la Contra quant au siège de la réunion montre "l'intention de l'Administration Reagan de présenter le Nicaragua comme intransigeant et de le rendre responsable du fait que les discussions ne reprennent pas. Mais ce sont eux qui sont intransigeants".

Daniel Ortega a informé que la CIA a dépensé 693'000 dollars pour mener une campagne dans le but de substituer le gouvernement constitutionnel du Nicaragua par un "gouvernement de salut national". Il a précisé que le quotidien "La Prensa" a reçu 47'500 dollars, la Centrale d'unité syndicale et la Centrale des travailleurs du Nicaragua (deux syndicats appartenant à la Coordination démocratique nicaraguayenne, CDN, groupement de partis et syndicats d'opposition) 200'000, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) 96'500, une fraction du Parti conservateur 150'000. Les stations de radio de l'opposition ont été gratifiées de 25'000 dollars, et 22'000 sont allés à de petits groupes de la CDN.

Le président a également annoncé que le nombre de vols d'espionnage a beaucoup augmenté. Cependant, il a répété la volonté de son gouvernement de parvenir au cessez-le-feu définitif et de dialoguer avec l'Administration étatsunienne.

Au cours d'une rencontre entre l'armée et les orphelins de guerre, le colonel Hugo Torres, chef de la direction politique de l'Armée sandiniste, a déclaré le 19 septembre que le gouvernement des Etats-Unis prépare une manoeuvre destinée à écarter Bermudez de la direction de la Contra de façon à pouvoir présenter une meilleure image de cette dernière.

Il semble que la CIA a compris que l'on ne peut abattre la révolution sandiniste par la guerre, c'est pourquoi il est important de ménager la structure politique de la Contra. "Cet aspect est dangereux. Ils pensent remplacer Bermudez par Alfredo Cesar ou Fernando Agüero et faire un bermudisme sans Bermudez".

H. Torres a signalé que, tandis que la majorité des contras se trouvent en ce moment au Honduras pour ce qui a été appelé leur "réactivation", la vague d'enlèvements et d'embuscades continue au Nicaragua. On estime que 60 % des combattants des Forces irrégulières sont en fait des paysans enlevés de force, qui sont actuellement entraînés au Honduras avant d'être lancés sur le territoire nicaraguayen dès qu'arrivera l'aide militaire. Le responsable a par ailleurs annoncé que des milliers de jeunes se sont inscrits volontairement pour partir en octobre faire leur service militaire patriotique.

NON AUX DOLLARS TACHES DE SANG

Managua, (ANN). "Nous n'accepterons pas la prétendue aide humanitaire que le Congrès étatsunien a voté pour les enfants victimes de l'agression tant qu'il continuera à discuter de l'attribution de nouveaux fonds aux mercenaires somozistes." C'est ce qu'a déclaré le président Ortega le 14 septembre à Managua, lors des cérémonies de commémoration de la bataille de San Jacinto qui, en 1856, avait sonné le glas du gouvernement de William Walker représentant les intérêts des Etats-Unis.

Le chef de l'Etat a expliqué que les 16 millions de dollars votés au début du mois d'avril dernier par le Congrès en même temps qu'une aide humanitaire pour la Contra, sont tachés du sang des victimes nicaraguayennes, ce pourquoi il n'est pas question de les accepter. Par ailleurs, il a indiqué qu'il avait reçu à ce sujet de nombreuses lettres de parents de victimes des "paladins" de Reagan lui demandant de ne pas recevoir ces dollars rougis du sang de leurs fils.

C'est sous une pluie battante que le chef de l'Etat a pris la parole après le défilé des collégiens qui marque traditionnellement cette commémoration.

CHEMIN DE CROIX DES MERES DES SEQUESTRES: LES PORTES RESTENT FERMÉES

Managua, (ANN). Où est mon fils...? Où est mon fils...? Où est mon fils...? Question répétée mille fois par les mères des séquestrés et disparus qui ont réalisé jeudi dernier leur douzième manifestation devant l'archevêché. Elles demandent toujours à être reçues par le cardinal Obando. Mais celui-ci n'est pas sorti et les grilles de l'archevêché sont restées fermées une fois de plus.

Les mères étaient venues demander encore une fois au cardinal d'exiger, en tant que président de la Commission nationale de réconciliation, de la Contra qu'elle respecte les accords de Sapoa et qu'elle libère les séquestrés, qui ne sont pas 66, comme elle le prétend, mais plus de 6'000.

GUATEMALA: HARCELEMENT DES TROUPES BRITANNIQUES ?

Managua, (ANN). Hugh Petterson, chargé d'affaires de la Mission britannique, a déclaré au quotidien guatémaltèque "El Grafico" que des réunions ont lieu entre les deux armées pour "régler des problèmes communs" et que les troupes de son pays font "des opérations de patrouillage le long de la frontière". Le quotidien a également publié une dénonciation du gouverneur du département de Petén (au nord-est du Guatemala, près de la

frontière avec le Belize), selon lequel des avions de combats et des unités d'infanterie britanniques ont fait des incursions sur le territoire guatémaltèque pour harceler les paysans. Mais H. Petterson a démenti ces affirmations: selon lui, "aucun officier guatémaltèque n'a dénoncé ces opérations".

Par ailleurs, le ministre guatémaltèque de la défense, Hector Gramajo, avait révélé le 11 août dernier que les réunions entre les deux armées ont lieu secrètement au moins une fois par mois et ont pour thème la sécurité sur la frontière.

Roberto Carpio, vice-président du Guatemala, a annoncé que la dénonciation du gouverneur de Petén sera examinée par la Commission tripartite qui étudie le différend entre le Belize et le Guatemala. L'école d'entraînement des troupes d'élite guatémaltèques appelées *Kaibil*, spécialisées dans la lutte anti-insurrectionnelle, se trouvent dans le département de Petén, qui est aussi un des terrains d'opération du front guérillero "Unité nationale révolutionnaire guatémaltèque" (UNRG).

La commission tripartite, formée de représentants des deux pays et de la Grande Bretagne, cherche un accord sur le cas du Belize, ancienne colonie britannique devenue indépendante en 1981 mais dont le territoire est revendiqué par le Guatemala.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

